



Une question de dignité sociale

Éditorial

par Jean-Claude Maily

Le 19 février se tiendra à Maignon une réunion des interlocuteurs sociaux avec le gouvernement sur le «dialogue social». Cette réunion fait suite à l'absence d'accord interprofessionnel, le gouvernement décidant de prendre la main.

Nous avons rappelé nos positions sur le dossier, qu'il s'agisse notamment du maintien des CHSCT ou de la représentation des salariés des TPE.

À ce jour, nous ne connaissons pas les intentions gouvernementales sur le sujet, y compris s'il envisage d'aller au-delà sur des thèmes tels que le «marché du travail», comme cela se susurre ici ou là.

Par précaution, nous avons anticipé en affirmant que nous nous opposerons à toute flexibilité nouvelle ou remise en cause de droits sociaux.

S'agissant des modalités et procédures de la négociation interprofessionnelle, à la suite du courrier que

nous avons adressé aux autres organisations syndicales, cela fera l'objet du premier point de discussion de l'agenda social paritaire le 23 février. Il faut d'ailleurs noter qu'une organisation patronale, la CGPME, soutient notre analyse et nos préconisations.

Enfin, – l'actualité est dense ! – à la suite de notre récent congrès à Tours, qui a décidé du principe d'une journée de grève interprofessionnelle, si possible dans l'action commune, nous avons sollicité les sept autres organisations pour une réunion au siège de Force Ouvrière, le 17 février prochain. Quatre ont répondu par la négative, refusant d'envisager une action, ce qui n'est pas une surprise. Trois autres ont répondu positivement (CGT, FSU, Solidaires).

Rappelons que pour Force Ouvrière il s'agit de combattre l'austérité et de réaffirmer fortement les revendications. C'est une question de dignité sociale, d'efficacité économique, de préservation démocratique et de responsabilité syndicale.